



RAPPORT D'ACTIVITES
DU PROJET D'APPUI A LA PRESERVATION ET SECURISATION
DU FONCIER PASTORAL DU RANCH DE DOLLY
PHASE III Juillet 2013 ..Décembre 2013

Période : Juillet - Décembre 2013

Bénéficiaire : Nanondiral Dolly

Introduction

Depuis trois ans, les populations vivant dans le Ranch de Dolly à travers les organisations Nanondiral de Dolly, le Collectif des Eleveurs et Usagers du ranch, le Groupement de Promotion Féminin et les deux communautés rurales limitrophes (Thièl et Gassane) ont entrepris avec l'appui du CERFLA un processus de plaidoyer pour la préservation et la sécurisation de la vocation pastorale du ranch de Dolly.

A la suite des deux premières phases du projet, la présente phase d'une durée de deux ans, s'inscrit dans la poursuite des initiatives de lobbying, la conduite du plaidoyer et de mobilisation des acteurs autour de stratégies de préservation et de sécurisation de la vocation pastorale du Ranch de Dolly.

La première année de cette phase, objet du présent rapport, d'une durée de six mois (juillet à décembre) s'est déroulée dans un contexte caractérisé un regain d'intérêt pour la terre, un soudain engouement pour le pastoralisme et le lancement de plusieurs processus de réforme par le nouveau régime issu de la seconde alternance démocratique au Sénégal.

Au plan sous régional, on note que sous l'effet de la crise armée dans certains territoires pastoraux au Mali et en Mauritanie, le soudain intérêt de la Banque Mondiale pour le pastoralisme dans le CILSS (Comité permanent inter-Etats de lutte contre la sécheresse au Sahel).

Au Sénégal, les processus de réforme en cours sont à mi-chemin. La réforme foncière après un lancement avec beaucoup d'espoir, la machine s'est grippée avec la démission du président de cette commission même si il y a eu une nomination récente d'un nouveau président.

Dans le cadre de la décentralisation, l'Acte III dont les lignes majeures sont la départementalisation et la communalisation intégrale, après une série de concertation autour du projet d'approfondissement, soulève des interrogations diverses qui ont amené le Chef de l'Etat à différer les élections locales et remis à plus tard certaines orientations de la première mouture de l'acte III.

Au plan de la gouvernance financière, la traque des biens mal acquis et les mesures de réduction budgétaire du fonctionnement de l'Etat font l'actualité.

Un climat de réchauffement du champ politique en lien avec les mesures ci-dessus décrites pollue le champ social. Dans le secteur de l'élevage, les tensions autour du déclassement de la forêt classée de Gnith (région de Saint-Louis) et son affectation au profit de l'entreprise SENETHANOL et le discours sur la modernisation de l'élevage ne rassurent pas la société civile pastorale même si avec la mise en œuvre du processus de définition d'un code pastoral est salué par l'ensemble des acteurs du secteur de l'élevage.

Le CERFLA en partenariat avec les OCBs de la Zone du Ferlo et avec l'appui de HEKS accompagne depuis 2011 la mise en œuvre d'un ensemble d'activités de plaidoyer en faveur de la préservation et de la sécurisation de la vocation pastorale du ranch de Dolly. La première année de cette troisième phase (2013), s'est inscrite dans une logique de poursuite du plaidoyer autour des acquis des phases précédentes à travers :

- Un suivi des engagements des autorités obtenues lors des phases précédentes sur la sécurité foncière du ranch de Dolly et de la préservation de l'accès permanent à l'eau et aux ressources naturelles

- Un renforcement de la mobilisation des acteurs du pastoralisme autour des enjeux ayant une incidence sur leur activité en général et particulièrement sur la sécurisation et la préservation de la vocation pastorale du ranch de Dolly

I. Rappel des Objectifs, résultats et activités de la phase III :

1. Rappel de l'Objectif général du projet) : Sécuriser durablement le foncier pastoral du domaine de Dolly.

Deux principaux résultats sont attendus de la mise en œuvre du projet :

Résultat 1 : La préservation du foncier pastoral du domaine de Dolly est attestée par un acte administratif pris par les pouvoirs publics.

Résultat 2 : Les acteurs locaux (populations, OCB, collectivités locales) ont obtenu des autorités compétentes les autorisations nécessaires pour la mise en place de mécanismes fonctionnels de gestion du ranch et des infrastructures existantes. Ce qui renforce la sécurisation durable du foncier pastoral.

2. Objectif de la phase III

Amener les autorités compétentes à traduire en acte administratif leur engagement conférant définitivement au ranch sa vocation pastorale.

3. Résultats attendus de la phase III

Au niveau des institutions et autorités nationales, des actes (engagement écrit) sont pris pour la préservation et la sécurisation de la vocation pastorale du ranch.

Le plan d'action de plaidoyer pour le suivi de la mise en œuvre des engagements des autorités déjà fait s'exécute afin d'amener les autorités à mettre en œuvre leurs engagement pour la sécurisation foncière du ranch de Dolly et la préservation de l'accès permanent à l'eau et aux ressources naturelles. Ce plan d'action cible principalement les autorités locales et nationales, en particulier l'administration territoriale, les collectivités locales, les départements ministériels compétents, les parlementaires, la présidence de la république ainsi que des personnalités influentes (marabouts, notables, autorités politiques). Il est mis en œuvre par les organisations d'éleveurs partenaires du CERFLA dans la zone de Dolly et les organisations faîtières d'éleveurs au niveau local, régional et national avec le soutien des organisations de la société civile et des services étatiques concernés par cette problématique.

- **Objectif spécifique 1 :** Obtenir le **soutien et la mobilisation d'autorités locales et nationales, d'acteurs influents** pour amener les pouvoirs publics à traduire en actes leurs engagements en faveur de la sécurisation et la préservation de la vocation pastorale du ranch de Dolly.

- **Objectif spécifique 2 :** Obtenir des pouvoirs publics (Président de la République, l'Assemblée Nationale, ...) une mise en œuvre des **engagements pris** pour la sécurisation et la préservation de la vocation pastorale du ranch de Dolly

Résultat 1 .1 :

Les acteurs se mobilisent à travers un intense lobbying pour la prise d'un acte administratif visant la sécurisation et la préservation de la vocation pastorale du ranch de Dolly.

Résultat 2.1 : Des actes sont posés par les institutions (Présidence de la République, Assemblée Nationale, collectivités locales ...) conférant au Ranch de Dolly un domaine exclusivement réservé aux activités pastorales

3. Démarche de l'exécution des activités

A.1.1.1 : Atelier de finalisation du mémorandum avec les organisations nationales et des personnes ressources.

A.1.1.2 : Organisation de rencontres de partage avec le comité de suivi et définition d'un plan de suivi.

A.1.1.3 : Atelier de partage sur les lois foncières et d'analyse de la gestion pastorale du foncier avec les organisations locales.

A.1.1.4 : Atelier de partage sur les lois foncières et d'analyse de la gestion pastorale du foncier avec les conseils ruraux dans le cadre du GIC.

A.1.1.6 : Atelier de formulation d'une stratégie de mise en œuvre du processus de plaidoyer par les conseils ruraux de Thièl, de Gassane, le GIC.

A.2.1.1 : Approfondissement de l'étude complémentaire sur le statut juridique du ranch de Dolly.

A.2.1.2 : Suivi du mémorandum remis au Président de la République afin d'aboutir à une prise de décision. Plusieurs acteurs seront impliqués dans l'action de suivi (élus, marabouts et personnalités influentes, acteurs politiques et de la société civile).

A.2.1.7 : Voyage d'échanges sur la loi foncière et le code rural au Niger.

A.2.1.8 : Accompagnement des OCB dans l'élaboration du code pastoral.

A.1.1.7 : Rencontre de sensibilisation et de mobilisation avec les élus (Assemblées Nationales, Conseil économique social et environnemental : parlementaires, conseillers, ...).

A.1.1.9 : Organisation d'émissions au niveau des médias sur la situation du ranch et la mise en œuvre du plan d'action de plaidoyer

A.2.1.4: Rencontres d'information et de mobilisation avec les femmes leaders et les autorités au niveau national pour la traduction en actes des engagements du Président de la République et de la Ministre de l'Elevage (Journée d'échange entre les femmes de la zone et leurs sœurs).

A.2.1.5 : Activités de lobbying au niveau des services étatiques (Ministères de l'Elevage, de l'Hydraulique et de l'Environnement) pour la prise en compte de la réhabilitation du ranch de Dolly dans les priorités de la Stratégie Nationale de gestion des Aires Protégées (SNAP), les plans d'actions des directions des eaux et forêts ; de l'élevage et des projets et programmes en cours et/ou en élaboration

A.1.1.9 : Capitalisation du processus (résultats obtenus ; forces – faiblesses ; perspectives) regroupant les populations, les élus, les OCB et les organisations d'éleveurs, les ONG, les services étatiques, des personnes-ressources d'appui

II. Bilan d'exécution des activités :

Activités Prévue	Réalisation	Reste à faire	Résultats obtenus
A.1.1.1 : Atelier de finalisation du mémorandum avec les organisations nationales et des personnes ressources.	2 rencontres qui ont mobilisée 24 personnes dont une femme issue de 14 organisations nationales d'éleveurs Rencontre de préparation de la venue du Président de la République à Dolly		Mémorandum a été remis au Président de la République, au Ministre de l'élevage.
A.1.1.2 : Organisation de rencontres de partage avec le comité de suivi et définition d'un plan de suivi.	2 rencontres du comité de suivi avec une présence de 102 personnes dont 32 femmes issus de 5 CR et de Linguère commune	Poursuivre les rencontres	Validation des activités de la première année Réception de deux missions de formulation du Projet FIDA Préparation de la visite du Président de la République à Dolly
A.1.1.3 : Atelier de partage sur les lois foncières et d'analyse de la gestion pastorale du foncier avec les organisations locales.	Formation de 21 leaders de 10 organisations sur la gestion foncière	Multiplier la formation	Une contribution à l'étude FONGS de caractérisation de l'exploitation pastorales dans les zones de EGAB et ADID Deux interpellations des PCR de Thiel et Gassane sur les affectations foncières et sur la communalisation intégrale de l'acte III de la décentralisation et incidences sur la pratique pastorale

A.1.1.4 : Atelier de partage sur les lois foncières et d'analyse de la gestion pastorale du foncier avec les CR dans le cadre du GIC.	Rencontre échange avec 16 personnes dont des ASCOM de 09 CR et des membres du GIC	Echange avec les PCR et formation du CR de Thièl	La formation à permis la compréhension des possibilités de la coopération décentralisée Les positions des différents acteurs par rapport aux processus de reforme foncière Les analyses par rapport aux enjeux liés au foncier
A.1.1.6 : Atelier de formulation d'une stratégie de mise en œuvre du processus de plaidoyer par les conseils ruraux de Thièl, de Gassane, le GIC.	4 rencontres autour des PCR de Thièl (18 personnes) et Gassane (21personnes). La première a été une rencontre d'information et d'échanges avec le PCR et ses plus proches collaborateurs et la seconde pour analyser les stratégies de sécurisation du Ranch Une rencontre à Dolly des leaders de la zone du ranch qui a mobilisé 123 personnes dont 43 femmes Sur les mesures à prendre sur la sécurisation du ranch	Suivi des engagements	Mise en place de cotisation pour la lutte contre les feux de brousse Engagement des deux communautés rurales à ne pas faire d'affectation sur respectivement 500 et 1000m en partant de la limite du ranch vers l'extérieur, mise en place de dispositif de collecte des cotisations pour la lutte contre les feux de brousse. Mobilisation de 1000 000 par le CR de Thièl pour la lutte contre les feux de brousse
A.2.1.4 : Organisation de rencontres de partage sur les enjeux et défis de la sécurisation de la vocation pastorale avec les élus ; les notables et marabouts influents	Rencontre du marabout d'Oréfondé, du Khalif de la famille Omarienne, des leaders du CNCR notamment Malick Sow, Nadjirou Sall, etc... Participation à 3 rencontres CRAFS, Interpellation ministre par deux		Forte mobilisation, formulation de prières pour un Dolly prospère et engagement à faire part chaque fois qu'une autorité se présente à eux

	leaders d'OCB		
A.2.1.1 : Approfondissement de l'étude complémentaire sur le statut juridique du ranch de Dolly.	TDR faite, recherche de consultant en cours	Réaliser l'étude	
A.2.1.2 : Suivi du mémorandum remis au Président de la République afin d'aboutir à une prise de décision. Plusieurs acteurs seront impliqués dans l'action de suivi (élus, marabouts et personnalités influentes, acteurs politiques et de la société civile).	1 ^{er} Rencontre du ministre de l'élevage ; Information du député Djibo Ka par le PCR de Thièl du Processus Demande d'audience à la ministre de l'élevage pour une seconde rencontre sur le code pastoral. Contact pour organisation de rencontre avec un groupe de députés et CESE : Une première rencontre avec deux députés a eu lieu pour apprécier la faisabilité	Poursuivre	Une période avait été prise, mais avec l'information de la visite du Président de la République à Dolly, elle a été reportée
A.1.1.5 : Ateliers de définition de mesures de gestion au niveau de la lisière du ranch en vue de faire adopter par les CR	36 personnes dont 9 femmes et trois agents des eaux et forêts et des populations et leaders de 11 communautés villageoises	Ateliers villageois	L'activité a permis de raffermir les liens entre les populations avec les agents du service des eaux et forêts
A.2.1.7 : Voyage d'échanges sur la loi foncière et le code rural au Niger.	Visite d'échange au Niger pour s'enrichir des expériences du Niger	Poursuite analyse du projet de code pastoral	
A.2.1.8 : Accompagnement des OCB dans l'élaboration du code pastoral.	Rencontre d'analyse du projet de code pastoral à mobiliser 28 personnes dont des chercheurs de ISRA, Pool Pastoral, de l'UCAD, IPAR ; 6 ONG sensibles au pastoralisme et des organisations	Revisiter la dernière mouture et des ateliers de proposition des pasteurs	Note d'analyse qui a alimenté l'atelier de validation, implication du CERFLA dans l'atelier de validation du projet de code

	de pasteurs Rencontre Inspecteur départemental de Linguère	Atelier de partage du projet de code avec les OCB	
A.1.1.7 : Rencontre de sensibilisation et de mobilisation avec les élus (Assemblées Nationales, Conseil économique social et environnemental : parlementaires, conseillers, ...).	Rencontre de deux députés issus des départements de Linguère et de Ranérou Ferlo,	Poursuivre	Interpellation de la ministre à l'assemblée, affectation de ligne budgétaire pour la clôture du ranch
A.1.1.9 : Organisation d'émissions au niveau des medias sur la situation du ranch et la mise en œuvre du plan d'action de plaidoyer	Mobilisation de journaliste du Sud quotidien pour un reportage Réalisation d'une quarantaine d'émissions, spot, couvertures de rencontre au niveau locale sur les questions foncières, les feux de brousse, et le ranch par les radios de Thiel et Gassane	Poursuivre les actions et s'ouvrir plus aux medias de dimension nationale	Une forte mobilisation, une page entière sur la situation du ranch à la veille de la visite du Président de la République.
A.2.1.4 : Rencontres d'information et de mobilisation avec les femmes leaders et les autorités au niveau national pour la traduction en actes des engagements du Président de la République et de la Ministre de l'Elevage (Journée d'échange entre les femmes de la zone et leurs sœurs).	Des échanges préparatoires avec les leaders femmes membre du bureau de la FGPF et la Présidente Réseau des femmes	Organiser une rencontre avec des leaders femmes au niveau national sur la problématique du ranch et du pastoralisme : Vision des femmes	
A.2.1.5 : Activités de lobbying au niveau des services étatiques	Rencontre ministre élevage ; Rencontre des services		Deux missions d'étude sur la réhabilitation du ranch, visite du

(Ministères de l'Elevage, de l'Hydraulique et de l'Environnement) pour la prise en compte de la réhabilitation du ranch de Dolly dans les priorités de la Stratégie Nationale de gestion des Aires Protégées (SNAP), les plans d'actions des directions des eaux et forêts ; de l'élevage et des projets et programmes en cours et/ou en élaboration	départementaux de l'agriculture, de l'élevage, de l'hydraulique, des eaux et forêt. Rencontre du préfet de Linguère et du sous préfet de Barkedji		Ministre Conseiller du Président de la République à Dolly Intégration de la sécurisation et la préservation du ranch dans le projet de code pastorale Choix de Dolly pour que le président y reçoive les éleveurs Invitation CERFLA à la rencontre de la BM sur le Pastoralisme au sahel à Nouakchott
A.1.1.9 : Capitalisation du processus (résultats obtenus ; forces – faiblesses ; perspectives) regroupant les populations, les élus, les OCB et les organisations d'éleveurs, les ONG, les services étatiques, des personnes-ressources d'appui	Deux ateliers de capitalisation ont mobilisé 64 personnes dont 18 femmes pour la première à Dolly et une seconde autour des OCB à Linguère pour		Il y a un bilan de résultats du processus et des pistes pour les activités de 2014

Dans la première année de la phase trois du projet de sécurisation de la vocation pastorale du Ranch de Dolly, le niveau de réalisation des activités reste conforme aux prévisions. Sur les 16 activités prévues dans le projet 2 ont été totalement réalisées, 14 dont une qui était prévue pour 2014 ont été entamées. En effet, pour la plupart des activités de plaidoyer, elles se tiennent durant les deux années. Ainsi le fait d'avoir réalisé une partie en 2013 reste conforme aux prévisions.

Seule la rencontre des femmes n'a pas été tenue. Pour cette dernière la préparation avait débuté mais dans un premier temps la période choisie a coïncidé avec la visite des femmes de Thiargny au Niger et après c'était l'arrivée du président à Dolly.

Analyse des résultats et effets

Objectif spécifique 1 : Obtenir le **soutien** et la **mobilisation d'autorités locales et nationales, d'acteurs influents** pour amener les pouvoirs publics à traduire en actes leurs engagements en faveur de la préservation de la vocation pastorale du ranch de Dolly.

Les activités de la première année de la troisième phase du projet de sécurisation de la vocation pastorale du Ranch se sont essentiellement appuyées sur le crédit acquis lors des deux premières phases. Les appuis conseils en direction des élus originaires de la zone (députés), des Présidents de Communautés Rurales de Thièl et Gassane et de certains leaders locaux ont contribué à une appropriation par ces derniers de problématique de la sécurisation de la vocation pastorale du Ranch de Dolly. Ainsi soit directement (Le député Adama Sow), soit indirectement (le député Djibo Ka suite à des sollicitations des PCR et autres leaders de la zone) ont interpellé le ministre de l'élevage et celui des finances en commissions ou à travers une question orale de la sécurisation de la vocation pastorale du ranch de Dolly. En réponse à ces initiatives les autorités ministérielles d'affirmer devant l'assemblée nationale ont affirmé que la vocation pastorale du ranch va être maintenue et que celui-ci sera réhabilité jusqu'à estimer un budget de deux milliards pour sa réhabilitation.

Au niveau local les deux communautés rurales limitrophes se sont engagées à ne pas affecter 500mètre après les limites du ranch pour Thièl et 1000mètres pour Gassane. Cet engagement devrait se matérialiser par une délibération des deux conseils après la visite du président.

Objectif spécifique 2 : Obtenir des pouvoirs publics (Président de la République, l'Assemblée Nationale, ...) une mise en œuvre des **engagements pris** pour la préservation de la vocation pastorale du ranch de Dolly.

Dans la seconde phase du processus de plaidoyer, la déclaration du forum de Dolly a été transmise au Président de la République et au ministre de l'élevage qui ont pris l'engagement de réhabiliter le ranch et de restaurer sa vocation pastorale. Ainsi faisant suite à ces engagements, trois missions d'études menées par le FIDA, une équipe ministère de l'élevage, le ministre conseiller Moubarack Lo sur la réhabilitation du ranch ont été commanditées par les autorités étatiques.

Au niveau local des initiatives de gestion des feux de brousse sont prises aussi bien au niveau des communautés villageoises vivantes dans le ranch que par les communautés rurales limitrophes avec des cotisations et des affectations budgétaires (CR de Thièl plus d'un Million et une cotisation annuelle de 10 000Fcfa / famille et 5000F/ transhumant a été instituée).

Objectif de la phase III : Amener les autorités compétentes à traduire en acte administratif leur engagement conférant définitivement au ranch sa vocation pastorale.

Au niveau des institutions et autorités nationales, des actes (engagement écrit) sont pris pour la préservation et la sécurisation de la vocation pastorale du ranch. Deux conseils des ministres tenus sous la présidence du Chef de l'Etat ont inscrit la question du ranch de Dolly à l'ordre du jour. Plus encore, le discours qui affirme clairement qu'il s'est engagé à réhabiliter le ranch et à préserver sa vocation pastorale a été prononcée par le Président de la République le 26 Novembre 2013 à Dolly lors de sa rencontre avec les éleveurs de toutes les 14 régions. Ces deux messages du Chef de l'Etat pour les éleveurs renforcent l'espoir pour la restauration du ranch et la sécurisation de sa vocation pastorale.

En plus de ces deux actes, il y a l'inscription dans le budget 2014 du Ministère de l'Elevage de la réalisation de la clôture des 120 kilomètres de périmètre ; le chapitre III parlant des réserves stratégiques et des réserves sylvo-pastorale dans le projet de code pastoral dans le circuit administratif, **Art L79 dit** : « – Le ranch de Dolly, qui a une vocation de réserve pastorale stratégique, est classé établissement spécialisé du ministère en charge de l'élevage. La définition de son statut et les modalités de l'utilisation de ses espaces sont fixées par voie réglementaire ». Ces deux actes donnent l'espoir du caractère irréversible de l'engagement du chef de l'Etat à préserver la vocation pastorale du ranch au plan juridique.

III. Difficultés et Limites

Une multiplicité d'organisations d'éleveurs en compétition

Le processus de mise en œuvre du plaidoyer pour la sécurisation du ranch de Dolly et les processus connexes en cours comme le code pastoral, la réforme foncière et l'acte III de la décentralisation sont au cœur des enjeux de survie du pastoralisme au Sénégal et interpelle les organisations d'éleveurs. Mais, avec l'éclatement des acteurs en plusieurs organisations (+de 45organisations) et des conflits et tensions de leadership, la mise en synergie et la construction de position commune prend plus de temps. Ainsi, il a fallu faire face :

- Aux rumeurs et interpellations sur l'objet du plaidoyer auprès des autorités faisant allusions à des exclusions de groupes d'éleveurs, des agro-pasteurs, des transhumants etc
- Confusions sur le portage du processus de plaidoyer : certaines organisations de dimensions nationales avaient du mal à accepter son portage par les organisations locales.

Ainsi, la fidélisation d'une plate forme des organisations d'éleveurs autour du processus s'est avérée difficile à mettre en place.

Face à cette situation, le CERFLA s'est adapté en ayant recours à des échanges informels (visites et information des leaders des organisations) et des concertations thématiques (sur le plan de plaidoyer, sur le memorandum, sur le projet de code pastoral) avec des acteurs ciblés du fait de leurs influences et de leurs positions.

Difficultés de répondre aux sollicitations

Dans le processus de mise en œuvre, il a été question de promouvoir une meilleure connaissance du pastoralisme et de ces exigences aussi bien au niveau des acteurs étatiques qu'au niveau des organisations de la société civile. Il est nécessaire de renforcer cette orientation afin de solidifier les alliances et de construire des accompagnements dans les autres secteurs qui tiennent en compte

le pastoralisme. C'est ainsi que le CERFLA a fait l'objet de plusieurs sollicitations par le CNCR, la RIPAO, Le CONGAD pour des activités dans la gouvernance foncière.

Au niveau des populations, nous avons reçu des sollicitations des éleveurs de Gnitt, de Diamniadio par téléphone pour les appuyer en plaidoyer pour la sécurisation de leur zone de pâturages et celle du GIC du département Dagana à travers une demande écrite. Dans la zone, sollicitation de ADID et autres organisations.

Les jeux politiques

Dans le cadre du processus d'accompagnement, il a été souvent nécessaire de réadapter les activités en fonction du contexte. Ainsi lors de la première phase, les acteurs proches du pouvoir avaient entretenu une certaine tension autour de question pour freiner l'adhésion de la communauté pastorale au processus. La seconde phase qui a coïncidé avec l'année électorale a été celle des promesses et des menaces selon qu'on est pour l'opposition ou pour le pouvoir. Dans la situation actuelle, c'est plus des initiatives de récupération de dividendes politiques.

La prise en compte du jeu politique des acteurs (leaders d'organisations d'éleveurs, leaders politiques, et l'activisme des autorités locales (PCR, Députés, politiciens, etc)) n'a été possible qu'avec une alliances avec tous les groupes et un éveil permanent qui s'est appuyé sur des relations avec les porteurs de voies et les responsables administratifs. Cette situation a souvent été source de tensions avec certains acteurs politiques et parfois conduit à des suspicions.

Conclusions et recommandations

Avec l'annonce par le Président de la République, Son Excellence M. Macky Sall, accompagné de son gouvernement, de la confirmation de la vocation pastorale du ranch de Dolly et de sa prochaine réhabilitation et les actes ci-dessus cités, toute la société civile pastorale sénégalaise et ses partenaires ont un grand espoir que le dit ranch sera préservé et restauré au profit exclusif des éleveurs.

Toutefois, pour que ce patrimoine national qui sert de refuge pour les éleveurs pendant les périodes de soudure et des années de sécheresse reste encore un espace de promotion de l'élevage de ruminants domestiques et de préservation de la diversité biologique, il faut :

- Maintenir une vigilance jusqu'à mise en œuvre des engagements du Président. Il s'agit de poursuivre le plaidoyer par des actions de mobilisation des leaders (Marabouts, conseillers ; députés, etc) autour des modalités et stratégies de réhabilitation.
- Certes, article **L79**– « Le ranch de Doli , qui a une vocation de réserve pastorale stratégique, est classé établissement spécialisé du ministère en charge de l'élevage. La définition de son statut et les modalités de l'utilisation de ses espaces sont fixées par voie réglementaire » constitue un pas important vers la sécurisation de la vocation pastorale du ranch, mais la formulation reste floue quant à implication des éleveurs et des collectivités locales limitrophes dans sa gestion. Ainsi, vu que le projet de code n'est pas encore adopté, il faut articuler le plaidoyer pour une reformulation qui garantisse la participation de tous les acteurs dans la gestion de ce patrimoine national de cet article
- Les initiatives de prise en charge de la gestion des ressources pastorales du ranch des populations sont à renforcer à travers des actions de formation et d'animation sur la gestion

du troupeau, la gestion des fourrages, la lutte contre les feux de brousse, la gestion des infrastructures, les gestions des installations, de la transhumance, etc et de partenariat avec les autorités administratives et les services techniques. il s'agit d'accompagner des actions devant conduire à une gestion communautaire du ranch (définition de conventions locales, d'Unité Pastorale ; mobilisation, plan d'aménagement, gestion des feux de brousse, etc)

- Soutenir des initiatives de promotion de l'économie locale par des formations, sensibilisation, études sur les filières et secteurs économiques.

Dans les différentes déclarations du Président de la République, ses ambitions pour le ranch sont déclinées par rapport à son aménagement et à son exploitation. Mais, se fondant sur l'analyse des tentatives d'amélioration des pratiques de gestion des pâturages, Boudet (1990 repris dans Atlas de l'évolution des systèmes pastoraux ; FAO-CIRAD 2009) était arrivé à la conclusion que toutes les expériences dans le Sahel ont abouti à des échecs. Il est donc important de valoriser les savoirs traditionnels du pastoralisme. Cette situation reflète bien le cas du Ranch de Dolly dont la gestion avait été dans un premier temps confié à des sociétés (SERAS, SODESP) avec des approches technicistes et des moyens colossaux. Le désengagement de l'Etat et de ces entreprises montre les limites de cette stratégie et requiert l'ouverture vers des systèmes inclusifs de gestion qui offre une place importante aux éleveurs et aux organisations qui les représentent. Dans cette perspective, l'accompagnement à la définition de modèle de co-gestion du ranch entre les services techniques de l'Etat et les éleveurs est à promouvoir, à encourager

Avec la réhabilitation annoncée du ranch, l'exigence du contrôle citoyen amène à dire qu'un suivi porté par les populations est gage de durabilité et pourrait être une première étape dans le renforcement des compétences et l'apprentissage de la co-gestion.

Perspectives :

- Accompagner la mise en place de règles locales de gestion des ressources et de la transhumance
- Mettre en place un dispositif de suivi des actions de réhabilitation du ranch
- Etude sur les modes de gestions participatifs des aires pastorales
- Conduire une réflexion sur le mode de gestion du ranch et le statut du ranch
- Animation d'une coalition des organisations d'éleveurs pour suivre la mise en œuvre des engagements
- Poursuivre le plaidoyer autour de la mise en œuvre des engagements, de la reformulation de l'article sur le ranch dans le projet de code, l'installation d'une brigade de sécurité autour du ranch.